

## PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT

Les députés évitent la contestation  
de fond

*Les députés ont poursuivi, hier, pour la seconde journée consécutive, le débat en plénière autour du plan d'action du gouvernement. Le Premier ministre s'est vu épargner les critiques de fond. Seul le RCD, non représenté à l'APN, s'est fendu d'une déclaration dans laquelle il qualifie le programme du gouvernement de replâtrage.*

**Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir)** - Les remarques des députés, du moins de la majorité des intervenants hier, n'ont pas de quoi ébranler les certitudes du Premier ministre. Lui-même avait, la veille, attesté, parlant de la qualité du service public, du fossé qui sépare l'administration du citoyen. Aussi, en la matière, les interventions des députés renforcent le constat établi par Sellal.

En parlant de la surcharge des classes, du manque d'encadrement pédagogique, de la situation des hôpitaux, du rapprochement de l'administration du citoyen et de la relance du développement, les députés n'ont fait en vérité qu'apporter de l'eau au moulin du Premier

ministre, tant est que lui-même a fait l'inventaire desdites carences.

La seule objection notable faite au Premier ministre est celle relative à l'absence d'échéances pour la réalisation de l'action de son gouvernement.

Sur cette question, il devra fort nécessairement s'expliquer mardi prochain, date à laquelle il répondra aux interrogations des députés. Si la plénière s'illustre, comme lors de la législature passée, pauvre, les couloirs de l'Assemblée sont plus attrayants, en ce qu'ils offrent comme opportunités à une expression officielle décomplexée et libérée des protocoles pesants. C'est en ces lieux que



Les interventions des députés renforcent le constat de Sellal.

les ministres se libèrent, lorsqu'ils sont sollicités, et consentent à quelques précisions, sinon à des rappels. Le ministre des Finances, Karim Djoudi, est

de ces ministres qui ont parlé ce mercredi. Il a réitéré une position immuable de l'Algérie par rapport à la gestion des réserves en devises. Pour lui, il

n'est pas question de placer les réserves de change en participations dans les sociétés étrangères.

L'Algérie, a-t-il indiqué, préfère des placements en valeurs d'Etat, elle court moins de risques même si elle se contente de rendements modestes. Le ministre des Finances est également revenu sur les fameux fonds spéciaux. Il a précisé que l'assainissement prévu dans la LFC 2013 consiste en la fermeture de certains et du regroupement d'autres.

Le ministre n'a pas fourni d'autres précisions. Mais en attendant, il trouve en le RCD un fervent contradicteur. En effet, dans une déclaration rendue publique hier, le RCD a qualifié le plan d'action de Sellal de «pâle copie du plan d'action du gouvernement sortant», soulignant qu'il «s'inspire des mêmes données pour produire les mêmes effets».

S. A. I.

## Le RCD prédit l'échec

*Pour le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), le programme d'action du nouvel Exécutif en débat à l'APN depuis mardi n'est pas à même d'apporter du nouveau tant il constitue une «pâle copie du plan d'action du gouvernement sortant», s'inspirant «des mêmes données pour produire les mêmes effets».*

**M. Kebci - Alger (Le Soir)** - Le parti que dirige Mohcine Belabas, qui, à travers sa seule composante, voit «la reconduction de la stratégie de replâtrage dans la gestion des affaires publiques», reproche à l'équipe de Sellal la reprise de sa logique rentière par, dénoncera-t-il dans un communiqué rendu public hier, «le recours inconsidéré à la dépense et l'exploitation effrénée et irréfléchie des ressources naturelles».

Le RCD en veut pour preuve la décision «irresponsable aux conséquences désastreuses» d'autoriser l'exploitation des gaz non-conventionnels.

«L'exploitation du gaz de schiste engendre deux dommages irréversibles pour l'agriculture : l'épuisement des ressources en eau exploitées et la contamination des réserves souterraines», dénonce-t-il. Ce qui montre, poursuit encore le parti, que le gouvernement «se préserve de l'effort d'élaboration et de conduite de stratégie de développement claire, lui qui se focalise sur la seule rente générée par les hydrocarbures».

Là n'est pas le seul grief que retient le RCD contre l'équipe de Sellal auquel il reprochera «la poursuite du déclassement des terres agricoles au profit du bâti» qui «maintiendra, voire aggravera



Mohcine Belabas reproche à Sellal la reprise de la logique rentière.

la dépendance alimentaire de l'étranger». «Pour un pays qui importe l'essentiel de ses produits alimentaires, la facture à payer, déjà handicapante, sera encore plus lourde», relèvera-t-il, non sans oublier d'évoquer l'opération d'éradication des commerces informels menée ces derniers jours à travers le pays.

Le RCD prédit tout simplement à cette campagne, menée tambour battant, l'échec tant elle en porte en elle les ingrédients. Parce que «excessivement tapageuse, elle participe plus d'une action d'éclat que d'une entreprise pérenne à même de renouer avec le civisme», objecte le parti de Mohcine Belabas pour qui «la même objection vaut pour la communication qui précède, une fois de plus, une hypothétique opération de nettoyage des villes» du fait qu'«un gouvernement conçu et accouché

dans l'arrière-salle des batailles informelles sur lequel ont été greffés pas moins de six clients des tribunaux ne peut prétendre à des actions de salubrité publique et urbaine».

Et au RCD de situer le véritable défi de l'heure dans la «libération de la nation d'un système basé sur l'arbitraire, la corruption et l'injustice».

Ce pourquoi le parti plaide pour «l'avènement le plus proche possible de la perspective démocratique attendue par notre peuple afin de garantir l'avenir». Objectif qui ne saurait se concrétiser sans le préalable de «rompre avec les auteurs et les causes de l'impasse nationale». «D'où la nécessité d'un débat et d'un rapprochement des forces politiques et sociales acquises à cette perspective», conclut le RCD.

M. K.

## LOGEMENTS AADL

## Le prix revu à la hausse

*Si leur longue attente sera enfin abrégée, les souscripteurs au logement AADL dans le programme 2001 devront néanmoins payer plus cher. Le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme, Abdelmadjid Tebboune, a en effet indiqué mercredi que le prix du logement AADL sera revu à la hausse.*

Vingt-quatre heures à peine après avoir annoncé la bonne nouvelle pour les lésés des programmes AADL, Abdelmadjid Tebboune précise que le bénéfice du logement dans la formule location-vente ne se fera pas dans les mêmes conditions qui ont prévalu au lancement de la formule en 2001.

Les postulants au programme 2001 qui se verront inscrits prioritairement dans le programme additionnel de 150 000 logements AADL paieront plus cher. Le ministre de l'Habitat a informé que, toutefois, la décision n'est pas encore prise mais qu'elle le sera inéluctablement. «Nous n'avons pas encore arrêté la décision mais il est certain que les prix seront augmentés», a-t-il dit.

Cette hausse du prix du logement AADL est expliquée par le prix de revient à la construction qui a augmenté durant les dix dernières années. Une révision qui touche aussi les autres types de logements.

S. A. I.

## DAHO OULD KABLIA :

## «Pas de révision du code électoral»

Les partis qui se sont sentis défavorisés par le code électoral qui instaure un seuil d'admission de 7% pour les listes électorales auront, donc, vainement réclamé l'abaissement de ce taux.

Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Daho Ould Kablia, a évacué, hier, l'éventualité d'une telle révision. Aussi, les élections locales du 29 novembre prochain seront régies par le code électoral tel que confectionné lors du dernier amendement.

Le ministre de l'Intérieur a, par ailleurs, exclu toute autre éventuelle concession à l'égard des gardes communaux qui demeurent toujours insatisfaits de ce qui leur a été offert.

Ould Kablia a considéré, hier, que les doléances des gardes communaux ont été prises en charge et satisfaites. Il s'est déclaré également toujours disponible pour le dialogue.

S. A. I.